

OneWeb Communications SARL
16, rue Jean l'Aveugle
L-1148, Luxembourg

Madame la Présidente
Autorité de régulation des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse (ARCEP)
14, rue Gerty Archimède, CS 90410
75613 Paris Cedex 12

Objet : Réponse à la consultation publique : Attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectrique à la société Starlink Internet Services Limited pour un réseau ouvert au public du services fixe par satellite, Direction Mobile et Innovation

Madame la Présidente,

En réponse à la consultation publique telle que publiée sur le site de l'ARCEP en date du 8 avril 2022, veuillez trouver ci-dessous les observations que OneWeb Limited propose.

Premièrement, dans le respect des règles de l'Union Internationale des Télécommunications (ITU), et en application de l'Article 9 du Règlement des Radiocommunications, Starlink Internet Services Limited a l'obligation de coordonner les fiches de notifications du système satellitaire qui fournit les liaisons utilisateurs en bande Ku et les liaisons de service en bande Ka, permettant de fournir le service tel que décrit dans le projet de décision, avec les fiches de notification du système satellitaire OneWeb Limited. Nous rappelons par ailleurs que OneWeb Limited utilise en particulier des fiches de notifications françaises. La décision proposée est donc sujette à l'application du Règlement des Radiocommunications, telles que précisée par le code des postes et des communications électroniques (CPCE).

Ensuite, la décision proposée par l'ARCEP fait référence à la décision ECC/DEC/(17)04¹, modifiée de la Conférence européenne des postes et de télécommunications (CEPT) portant sur l'utilisation harmonisée et l'exemption de licence individuelle pour des stations terriennes fixes fonctionnant avec des systèmes à satellites non-géostationnaires du service fixe par satellite dans les bandes de fréquences 10,7-12,75 GHz et 14-14,5 GHz. Cette décision de l'ECC est utilisée par référence dans la décision proposée par l'ARCEP objet de la consultation. Cependant, comme indiqué au Décide 3 de la décision ECC/DEC/(17)04, les administrations de la CEPT doivent permettre l'exemption d'une autorisation individuelle pour les stations terriennes fixes selon les critères invoqués aux alinéas a, b, c, et d. Il convient de noter que la décision ECC/DEC/(17)04 est déjà mise en œuvre, à notre connaissance, dans au moins 32 états membres de la CEPT. Il est donc demandé à l'ARCEP de bien

¹ Voir, <https://docdb.cept.org/download/3463>

vouloir considérer la mise en œuvre de cette décision sur le territoire français au plus tôt dans le cadre de l'harmonisation européenne et de l'application proportionnée du système d'autorisation.

De plus, il est demandé à l'ARCEP de clarifier l'information fournie sur le site du Bureau des Communications Européennes (ECO)² qui indique que la décision ECC/DEC/(17)04 est mise en œuvre en France depuis le 5 août 2021.

Enfin, il est important de noter que la décision proposée par la consultation s'applique uniquement et exclusivement aux terminaux utilisateurs fixes. En effet, la décision Européenne qui concerne les terminaux en mouvement est la décision ECC/DEC/(18)05³, portant sur l'utilisation harmonisée et l'exemption de licence individuelle et la libre circulation pour des stations terriennes en mouvement fonctionnant avec des systèmes à satellites non-géostationnaires du service fixe par satellite dans les bandes de fréquences 10,7-12,75 GHz et 14-14,5 GHz.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sincères salutations.



Antonino Azzarelli
Head of Market Access Europe
OneWeb

Cell : +44 7540 669181

² Voir, <https://docdb.cept.org/implementation/987>

³ Voir, <https://docdb.cept.org/download/3430>